

N° 247

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2008-2009

Annexe au procès-verbal de la séance du 4 mars 2009

PROJET DE LOI

*autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'éviter les **doubles impositions** et de **prévenir l'évasion et la fraude fiscales** en matière d' **impôts sur le revenu et sur les gains en capital** ,*

PRÉSENTÉ

au nom de M. François FILLON,

Premier ministre

Par M. Bernard KOUCHNER,

ministre des affaires étrangères et européennes

(Renvoyé à la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La France et le Royaume-Uni ont signé à Londres le 22 mai 1968 une convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, qui a été modifiée par quatre avenants, signés à Londres le 10 février 1971, le 14 mai 1973, le 12 juin 1986 et le 15 octobre 1987.

Des négociations, engagées en 1990, avaient abouti à la signature d'une nouvelle convention le 28 janvier 2004.

Cependant, peu après cette signature, la procédure de ratification a été suspendue, du fait de l'identification de difficultés techniques rendant nécessaire une modification du texte. Les deux administrations ont alors convenu de modifier celui-ci dans le cadre d'une renégociation plus large, afin de l'actualiser pour tenir compte des évolutions du modèle de convention de l'OCDE et des droits internes respectifs de chaque État.

Un projet de nouvelle convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital, destinée à remplacer la convention franco-britannique du 22 mai 1968, a été paraphé à Londres le 31 août 2007.

Dans ses grandes lignes, cette nouvelle convention est conforme aux principes retenus par l'OCDE, mais présente néanmoins certains traits originaux qui seront plus particulièrement commentés.

L'**article 1^{er}** précise que la convention s'applique aux résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

L'**article 2**, complété par le point 1 du protocole de la convention, énumère les impôts couverts par la convention. La liste des impôts a été, de part et d'autre, actualisée et complétée. La contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés, la taxe sur les salaires, la CSG et la CRDS ont ainsi été ajoutées à la liste des impôts français.

L'**article 3** énonce, selon l'usage, les définitions nécessaires à l'interprétation des termes utilisés dans la convention. Il précise, en outre, que le droit fiscal prévaut sur les autres branches du droit pour l'interprétation des termes non définis par ailleurs dans la convention. Le point 2 du protocole de la convention exclut explicitement certains territoires britanniques du champ d'application de la convention (notamment les îles anglo-normandes, l'île de Man et Gibraltar).

L'**article 4** définit la notion de résidence, qui constitue un critère essentiel de répartition des droits d'imposer entre les deux États. Le paragraphe 1 précise notamment que sont considérés comme résidents les États eux-mêmes, leurs collectivités locales et leurs personnes morales de droit public.

Le paragraphe 4 précise que sont également qualifiés de résidents, dans le cas de la France, les sociétés de personnes et autres groupements de personnes dont le siège de direction effective est en France, qui sont assujettis à l'impôt en France, et dont les associés sont personnellement redevables de l'impôt sur leur quote-part de résultat de la société. Sont ainsi visées les sociétés de personnes françaises fiscalement qualifiées de « translucides ».

Le paragraphe 5 contient des stipulations d'application bilatérale, inspirées du rapport OCDE sur les sociétés de personnes, relatives aux sociétés de personnes transparentes, permettant de reconnaître, sous certaines conditions, la transparence de sociétés de personnes situées au Royaume-Uni, en France - dans l'hypothèse ou celle-ci instaurerait de telles structures - ou dans un État tiers.

Cependant, lorsque la société de personnes transparente est située dans un État tiers, la France subordonne l'application de la convention au fait que cet État tiers ait conclu avec elle un accord comportant une clause d'échange de renseignements visant à lutter contre l'évasion fiscale.

Le traitement des sociétés transparentes étrangères est proche de celui déjà accordé par la France dans le cadre de la convention avec les États-Unis et le Japon et de la convention, non encore ratifiée, avec l'Australie.

Pour éviter les conflits de qualification, la clause suit les recommandations du rapport de l'OCDE sur les sociétés de personnes en prévoyant que, lorsque la convention s'applique, la qualification donnée par l'État de résidence des associés s'impose.

L'**article 5** reprend la notion généralement retenue d'établissement stable.

Le point 3 du protocole de la convention prévoit que, lorsqu'une société de personnes transparente dispose d'un établissement stable dans un État contractant, cet établissement stable est considéré comme un établissement stable de chaque associé résident de l'un des États contractants.

L'**article 6** prévoit, conformément au modèle OCDE, l'imposition des revenus des biens immobiliers au lieu de situation de ces biens. Les biens immobiliers sont définis par rapport à la législation de l'État où ils sont situés. Les revenus des droits conférant au détenteur la jouissance de biens immobiliers situés dans l'un des États contractants sont imposables dans cet État. Le point 4 du protocole de la convention assimile aux biens immobiliers les options, promesses de vente et droits semblables portant sur de tels biens.

L'**article 7** relatif à l'imposition des bénéfices des entreprises reprend la règle définie par le modèle OCDE.

À des fins de lutte contre l'évasion fiscale, le point 5 du protocole de la convention prévoit que les associés, résidents d'un État contractant, d'une société de personnes située dans l'autre État contractant sont imposables par leur État de résidence sur leurs revenus tirés de la société de personnes, à charge pour cet État d'éliminer la double imposition.

L'**article 8** maintient le principe de l'imposition exclusive des bénéfices du transport international dans l'État de résidence de l'exploitant de l'entreprise. Les transports ferroviaires ont été introduits dans le champ d'application de cet article. Il est par ailleurs précisé, conformément aux commentaires du modèle de convention de l'OCDE, que l'article 8 s'applique aux revenus provenant de la location d'avions sans personnel ou de conteneurs, lorsque ces opérations apparaissent accessoires à une activité de transport international.

L'**article 9** précise les règles applicables à la détermination du bénéfice imposable des concessionnaires du tunnel sous la Manche. Il reprend les stipulations qui avaient été introduites dans la convention de 1968 par un avenant du 15 octobre 1987. En outre, son paragraphe 2 prévoit que les règles d'imposition des bénéfices des concessionnaires sont applicables pour l'imposition de leurs revenus immobiliers.

L'**article 10** règle conformément au modèle de convention de l'OCDE le cas des transferts de bénéfices entre entreprises associées.

L’**article 11** fixe le régime applicable aux dividendes. L’État de la source peut imposer les dividendes à un taux qui ne doit pas excéder 15 % de leur montant brut si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif. Toutefois, le régime applicable aux dividendes payés aux sociétés mères (participation directe ou indirecte d’au moins 10 %) est une imposition exclusive dans l’État de résidence du bénéficiaire effectif, conformément au droit communautaire à compter de 2009.

Les stipulations de la convention de 1968 relatives au transfert de l’avoir fiscal aux résidents du Royaume-Uni, sous déduction de la retenue à la source, sont supprimées.

Par ailleurs, la nouvelle convention limite à 15 % le taux de la retenue à la source française sur un dividende versé à un fonds de pension britannique.

La définition des dividendes est reprise du modèle de convention de l’OCDE. Toutefois, afin de lever le doute sur la solution à appliquer aux distributions déguisées ou occultes, cette définition précise que la notion de dividendes couvre tous les revenus soumis au régime fiscal des distributions de bénéfices.

L’insertion de clauses spécifiques visant les fonds immobiliers cotés (paragraphe 5) fait suite à la création des sociétés d’investissement immobilier cotées (SIIC) et des organismes de placements collectifs immobiliers (OPCI) français, d’une part, et de *real estate investment trusts* (REITs) britanniques, d’autre part. Ces clauses reprennent le consensus obtenu au sein de l’OCDE.

Ainsi, les distributions opérées au profit d’un actionnaire non-résident par un organisme de placement à partir de revenus ou gains immobiliers exonérés sont soumises à une retenue à la source au taux conventionnel normal de 15 % lorsque cet actionnaire détient moins de 10 % du capital, et au taux de droit interne si sa participation dépasse 10 % du capital. L’État de résidence de l’actionnaire accorde un crédit d’impôt égal à la retenue, dans la limite de son impôt national.

En outre, le point 6 du protocole de la convention prévoit qu’un État décidant d’accorder à un établissement stable d’une entité de l’autre État le bénéfice de son dispositif de droit interne applicable aux REITs, peut imposer les revenus de source immobilière qui sont réputés distribués par cet établissement stable, selon les dispositions prévues par son droit interne (en France, application de la retenue à la source prévue par l’article 115 *quinquies* du code général des impôts).

Une clause anti-abus (paragraphe 6) a été insérée.

Les **articles 12 et 13** reprennent, dans leurs grandes lignes, avec insertion de clauses anti-abus, les stipulations de la convention de 1968 relatives aux intérêts et aux redevances qui ne sont imposables que dans l'État de résidence du bénéficiaire.

Le point 7 du protocole de la convention prévoit que les gérants d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) des États contractants peuvent déposer des demandes en vue d'obtenir les avantages conventionnels en matière de dividendes, intérêts et redevances.

L'**article 14** définit le régime applicable aux gains en capital. Le dispositif de base est conforme au modèle de convention de l'OCDE et prévoit notamment l'imposition des plus-values immobilières par l'État de situation des immeubles, y compris lorsqu'elles sont réalisées par une entreprise. Il est complété par des stipulations qui permettent en particulier à la France d'appliquer sa législation interne aux cessions de titres de sociétés, sociétés de personnes transparentes, ou « trusts » à prépondérance immobilière qui sont assimilés à des biens immobiliers.

Le paragraphe 6 contient une disposition anti-abus qui garantit aux deux États la possibilité d'imposer leurs anciens résidents sur les plus-values qu'ils réalisent dans les six ans suivant leur départ.

Les **articles 15 et 16** traitent respectivement de l'imposition des salaires et des rémunérations des administrateurs de sociétés. Leurs stipulations sont dans l'ensemble conformes à celles du modèle de convention de l'OCDE. Il est précisé au paragraphe 4 de l'article 15 que le régime prévu pour les emplois salariés est applicable également aux fonctions de gérance ou de direction visées à l'article 62 du code général des impôts.

L'**article 17** relatif aux artistes et aux sportifs reprend les stipulations habituelles des conventions conclues par la France.

L'**article 18** concerne les pensions du secteur privé et les rentes. Il ne modifie pas les règles d'imposition actuellement en vigueur, qui prévoient l'imposition dans l'État de résidence du bénéficiaire.

L'**article 19** définit le régime d'imposition des rémunérations et des pensions correspondant aux fonctions publiques. Il maintient, conformément au modèle de convention de l'OCDE, le principe de l'imposition exclusive de ces revenus dans l'État de la source. Il confirme toutefois les dispositions de la convention en vigueur qui prévoient que

l'imposition est réservée à l'État de la résidence lorsque le bénéficiaire des rémunérations ou pensions possède la nationalité de cet État, sans posséder en même temps la nationalité de l'État qui paye ces revenus. Ce régime vise les rémunérations versées non seulement par les deux États ou leurs collectivités locales mais également par leurs personnes morales de droit public. Pour les pensions, ce régime vise celles qui sont versées par les deux États ou leurs collectivités locales, ainsi que par les personnes morales de droit public françaises.

Le paragraphe 4 maintient le principe de l'exonération dans l'État de la résidence des pensions versées aux anciens combattants dès lors qu'elles sont aussi exonérées dans l'État qui en assure le paiement.

L'**article 20** exonère dans l'État d'exercice de l'activité, et pour une période n'excédant pas deux ans, les rémunérations des professeurs et chercheurs qui, étant précédemment résidents de l'un des États contractants, séjournent dans l'autre État contractant pour une période maximum de deux ans aux fins d'y enseigner ou d'y effectuer des recherches. Ces dispositions ne sont toutefois applicables qu'aux activités de recherche entreprises dans l'intérêt public. Les rémunérations de ces professeurs et chercheurs demeurent imposables durant cette période dans l'État de résidence précédente. Toutefois, lorsque celui-ci n'exerce pas ce droit d'imposer, les rémunérations sont imposables dans l'État d'exercice des activités.

L'**article 21** permet d'exonérer, sous certaines conditions, les sommes perçues par les étudiants.

L'**article 22** reprend les stipulations relatives aux activités en mer telles qu'elles avaient été introduites dans la convention de 1968 par un avenant du 12 juin 1986.

Les résidents d'un État qui exercent des activités d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles du lit de la mer et du sous-sol marin dans une zone soumise à la juridiction de l'autre État sont en principe réputés posséder un établissement stable dans ce dernier État si leurs activités y sont exercées pendant plus de trente jours au cours d'une période de douze mois consécutifs. Conformément à l'article 7 de la convention, les revenus des établissements stables sont imposables dans l'État où ils sont exploités.

Le paragraphe 4 concerne les revenus tirés du transport, par voie maritime ou aérienne, des équipements, des vivres et des personnes, nécessaires à ce type d'activités, ou de l'exploitation de remorqueurs en relation avec de telles activités. Les bénéfices provenant de ces activités

sont soumis aux mêmes règles que celles qui sont applicables à l'exploitation des navires ou aéronefs en trafic international : le droit d'imposer est donc réservé à l'État de résidence de l'exploitant.

L'**article 23** concerne le régime fiscal des revenus qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la convention. Selon la règle habituelle, ces revenus, à l'exception des revenus reçus de « trusts » ou de successions en cours de liquidation, ne sont imposables que dans l'État de résidence de leur bénéficiaire, lorsque la personne qui les reçoit en est le bénéficiaire effectif, à moins qu'ils ne soient rattachables à un établissement stable que leur bénéficiaire possède dans l'autre État.

Cet article contient par ailleurs deux clauses anti-abus. La première, prévue au paragraphe 3, est identique à celles qui figurent également aux articles 12 (intérêts) et 13 (redevances), qui visent à éviter que des contribuables n'utilisent ces stipulations afin d'échapper à l'impôt dans l'État de la source des revenus en raison de relations spéciales qu'ils entretiennent avec le débiteur des revenus ou en réalisant des montages. Dans ces situations, les revenus en cause peuvent être imposés dans les deux États.

La seconde, prévue au paragraphe 4, est identique à celles qui figurent aux articles 11 (dividendes), 12 et 13, prévoyant que cet article ne s'applique pas lorsque le principal objectif ou l'un des principaux objectifs de toute personne intervenant dans la création ou la cession des droits au titre desquels sont versés les revenus consiste à tirer avantage du présent article au moyen de cette création ou de cette cession. En vertu du point 8 du protocole de la convention, lorsque ces clauses sont applicables, chaque État peut imposer les revenus en cause selon les dispositions de son droit interne.

L'**article 24** traite des modalités d'élimination des doubles impositions.

La France retient une combinaison des deux méthodes couramment utilisées pour l'élimination des doubles impositions des revenus provenant du Royaume-Uni et perçus par un résident de France.

S'agissant des revenus des sociétés, la convention maintient le principe de l'exonération en France des revenus qui sont imposables ou ne sont imposables qu'au Royaume-Uni, dans la mesure où ils sont exemptés d'impôt sur les sociétés en application de la législation française.

Dans les autres cas, la double imposition des revenus provenant du Royaume-Uni et perçus par des personnes résidentes de France est éliminée

par l'imputation sur l'impôt français d'un crédit d'impôt dont le montant dépend du type de revenus considérés.

Le crédit est calculé de façon différente selon les revenus :

- pour les bénéfices et plus-values réalisés par les établissements stables des entreprises, les dividendes, les plus-values provenant de l'aliénation de biens immobiliers, de parts ou actions de sociétés à prépondérance immobilière, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié à bord d'un navire, d'un aéronef ou d'un véhicule ferroviaire, les rémunérations d'administrateurs de société et les revenus des artistes et sportifs, le crédit d'impôt est égal au montant de l'impôt britannique effectivement payé à titre définitif ; lorsque cet impôt excède l'impôt français correspondant à ces revenus, ce crédit est limité au montant de l'impôt français ;

- pour les revenus autres, le crédit d'impôt est égal au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus. Cette méthode équivaut à une exemption avec progressivité.

Du côté britannique, la méthode du crédit d'impôt a également été retenue.

L'**article 25** est relatif à la non-discrimination. Le principe de non-discrimination à l'égard des personnes physiques est prévu au paragraphe 1 de cet article. La situation des entreprises est visée aux paragraphes 2, 3 et 4. Par ailleurs, sous certaines conditions, les paragraphes 6 et 7 de cet article permettent la déduction des cotisations de sécurité sociale à un régime d'assurance vieillesse obligatoire et des cotisations afférentes à un régime complémentaire d'assurance vieillesse ou décès versées par un salarié résident d'un État à des caisses de sécurité sociale ou de retraite de l'autre État.

L'**article 26** relatif à la procédure amiable est, dans son ensemble, conforme à la rédaction habituelle du modèle de convention de l'OCDE.

Le paragraphe 5 prévoit la possibilité pour les contribuables de recourir à une procédure d'arbitrage lorsque les autorités compétentes des deux États ne sont pas parvenues à un accord deux ans après l'ouverture d'une procédure amiable.

Reprenant le *consensus* dégagé par l'OCDE, cette clause est d'application plus large que la convention européenne d'arbitrage (CEA), car elle vise tous les cas de doubles impositions de fait, et non uniquement

ceux qui résultent de problématiques de prix de transfert (tout en permettant d'exclure les questions qui relèvent de la pure interprétation).

La clause permet l'articulation entre la procédure d'arbitrage conventionnelle et la procédure prévue par la CEA, de sorte que les deux procédures soient ouvertes aux usagers, en écartant toutefois le risque de décisions arbitrales concurrentes.

L'**article 27** porte sur l'échange de renseignements. En vertu de cette clause, l'échange de renseignements n'est plus limité aux impôts visés par la convention, mais est étendu à tous les impôts.

L'**article 28** vise la situation des membres des missions diplomatiques et des postes consulaires et membres des missions permanentes auprès d'organisations internationales. Ses dispositions sont conformes au modèle de convention de l'OCDE. Elles précisent notamment que les dispositions de la convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires.

L'**article 29** contient deux stipulations particulières visant à éviter les doubles exonérations nées de certaines dispositions de la législation britannique qui ne permettent d'imposer au Royaume-Uni certains résidents qu'à raison de leurs revenus de source britannique et de leurs autres revenus qui sont effectivement transférés ou reçus au Royaume-Uni (régime dit de la « *remittance basis* »). Les allègements et exonérations que la France doit accorder en application de la convention ne portent que sur la part des revenus autres que les bénéfices industriels et commerciaux et les dividendes, qui est effectivement imposée au Royaume-Uni.

Par ailleurs, il est prévu une exonération d'impôt de solidarité sur la fortune portant sur les biens possédés hors de France en faveur des ressortissants du Royaume-Uni qui n'ont pas la nationalité française et qui deviennent résidents de France, pendant les cinq ans qui suivent leur installation en France. La même mesure figure déjà dans les conventions en vigueur conclues avec des États tels que l'Allemagne, l'Autriche, les États-Unis ou l'Italie.

L'**article 30** prévoit les modalités d'application de la convention et subordonne l'application des avantages conventionnels à la présentation de justificatifs incluant des formulaires d'attestation de résidence, à moins que les autorités compétentes des États n'en conviennent autrement.

Les **articles 31 et 32** traitent de manière classique de l'entrée en vigueur et des modalités de dénonciation de la convention. La convention entrera en vigueur dès réception de la dernière notification de

l'accomplissement des procédures requises par la législation de chacune des Parties contractantes.

La convention est complétée par un protocole dont les principales stipulations ont été commentées avec les articles correspondants.

Telles sont les principales observations qu'appelle la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital, ensemble un protocole, signée à Londres le 19 juin 2008 qui, comportant des dispositions de nature législative, est soumise au Parlement en vertu de l'article 53 de la Constitution.

PROJET DE LOI

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et européennes ,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décète :

Le présent projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital, délibéré en Conseil des ministres après avis du Conseil d'État, sera présenté au Sénat par le ministre des affaires étrangères et européennes , qui sera chargée d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article unique

Est autorisée l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital, ensemble un protocole, signée à Londres le 19 juin 2008, et dont le texte est annexé à la présente loi.

Fait à Paris, le 4 mars 2009

Signé : FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

Le ministre des affaires étrangères et européennes,

Signé : BERNARD KOUCHNER

CONVENTION

entre le Gouvernement de la République française
et le Gouvernement du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
en vue d'éviter les doubles impositions
et de prévenir l'évasion
et la fraude fiscales en matière d'impôts
sur le revenu et sur les gains en capital,
ensemble un protocole,
signée à Londres le 19 juin 2008

CONVENTION

entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital, ensemble un protocole

Le Gouvernement de la République française
et
le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord,

désireux de conclure une nouvelle Convention en vue d'éviter
les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fis-
cales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en
capital,

sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Personnes concernées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont
des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contrac-
tants.

Article 2

Impôts visés

1. Les impôts auxquels s'applique la présente Convention
sont :

a) en ce qui concerne le Royaume-Uni :

- (i) l'impôt sur le revenu (income tax) ;
- (ii) l'impôt sur les sociétés (corporation tax) ;
- (iii) l'impôt sur les gains en capital (capital gains tax) ;

(ci-après dénommés « impôt du Royaume-Uni ») ;

b) en ce qui concerne la France, tous les impôts perçus pour
le compte de l'Etat ou de ses collectivités locales, quel que soit
le système de perception, sur le revenu total ou sur des éléments
du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de
l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le
montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que
les impôts sur les plus-values, et notamment :

- (i) l'impôt sur le revenu ;
- (ii) l'impôt sur les sociétés ;
- (iii) la contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés ;
- (iv) la taxe sur les salaires ;
- (v) les contributions sociales généralisées ;
- (vi) les contributions pour le remboursement de la dette
sociale ;

(ci-après dénommés « impôt français »).

2. La présente Convention s'applique aussi aux impôts de
nature identique ou analogue qui seraient établis par l'un des
Etats contractants après la date de signature de la Convention et
qui s'ajouteraient aux impôts visés au paragraphe 1 ou les rem-
placeraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se
communiquent les modifications significatives apportées à leur
législation fiscale respective.

Article 3

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le
contexte n'exige une interprétation différente :

a) le terme « Royaume-Uni » désigne la Grande-Bretagne et
l'Irlande du Nord et les zones situées au-delà de la mer territo-
riale sur lesquelles le Royaume-Uni peut, en conformité avec le
droit international, exercer ses droits souverains ;

b) le terme « France » désigne les départements européens et
d'outre-mer de la République française y compris la mer territo-
riale et, au-delà de celle-ci, les zones sur lesquelles, en confor-
mité avec le droit international, la République française a des
droits souverains et exerce sa juridiction ;

c) le terme « national » désigne :

i) dans le cas du Royaume-Uni, tout citoyen britannique
ou tout sujet britannique qui ne possède pas la citoyenneté
d'un autre pays ou territoire membre du Commonwealth
s'il bénéficie d'un droit de séjour au Royaume-Uni ;

ii) dans le cas de la France, toute personne physique qui
possède la nationalité française ;

d) les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat
contractant » désignent, suivant les cas, le Royaume-Uni ou la
France ;

e) le terme « personne » comprend les personnes physiques,
les sociétés et tous autres groupements de personnes ;

f) le terme « société » désigne toute personne morale, ou
toute entité qui est considérée, aux fins d'imposition, comme
une personne morale ;

g) le terme « entreprise » s'applique à l'exercice de toute
activité ou affaire ;

h) les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et
« entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respective-
ment une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contrac-
tant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat
contractant ;

i) l'expression « trafic international » désigne tout transport
effectué par un navire, un aéronef ou un véhicule ferroviaire
exploité par un résident d'un Etat contractant, sauf lorsque le
navire, l'aéronef ou le véhicule ferroviaire n'est exploité
qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;

j) l'expression « autorité compétente » désigne, dans le cas
du Royaume-Uni, les directeurs de l'administration des impôts
et des douanes (« Commissioners for Her Majesty's Revenue
and Customs ») ou leur représentant autorisé et, dans le cas de
la France, le ministre des finances ou son représentant autorisé ;

k) les termes « activité », par rapport à une entreprise, et
« affaires » comprennent l'exercice de professions libérales ou
d'autres activités de caractère indépendant.

2. Pour l'application de la présente Convention à un moment
donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y
est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation dif-
férente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet
Etat concernant les impôts auxquels s'applique la présente
Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le
droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent
les autres branches du droit de cet Etat.

Article 4

Résidence

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, y est assujettie à l'impôt en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, de son lieu d'enregistrement ou de tout autre critère de nature analogue, et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou à ses collectivités locales, ainsi qu'à toute personne morale de droit public de cet Etat, de cette subdivision ou de cette collectivité. Cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus et les gains en capital de sources situées dans cet Etat.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;

b) si l'Etat contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;

c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats contractants ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat dont elle possède la nationalité ;

d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats contractants ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

4. L'expression « résident d'un Etat contractant » comprend, lorsque cet Etat contractant est la France, toute société de personnes, groupement de personnes ou autre entité analogue :

a) dont le siège de direction effective est en France ;

b) qui est soumis à l'impôt en France ; et

c) dont tous les porteurs de parts, associés ou membres sont, en application de la législation fiscale française, personnellement assujettis à l'impôt à raison de leur quote-part dans les bénéfices de ces sociétés de personnes, groupements de personnes ou autres entités analogues.

5. Aux fins d'application de la présente Convention :

a) un élément de revenu, bénéfice ou gain :

(i) provenant d'un Etat contractant par l'intermédiaire d'un « partnership », d'un groupement de personnes ou d'une autre entité analogue établi dans l'autre Etat contractant ; et
(ii) traité, en vertu de la législation fiscale de cet autre Etat contractant, comme le revenu de bénéficiaires, membres ou participants de ce « partnership », de ce groupement de personnes ou de cette autre entité analogue,

peut bénéficier des dispositions de la présente Convention au même titre que s'il était perçu directement par un bénéficiaire, membre ou participant de ce « partnership », de ce groupement de personnes ou de cette autre entité analogue qui est un résident de cet autre Etat contractant, dans la mesure où ces bénéficiaires, membres ou participants, sont résidents de cet autre Etat contractant et satisfont à toute autre condition imposée par la Convention, que ce revenu soit considéré ou non, en vertu de la législation fiscale du premier Etat, comme le revenu de ces bénéficiaires, membres ou participants ;

b) un élément de revenu, bénéfice ou gain :

(i) provenant d'un Etat contractant par l'intermédiaire d'un « partnership », d'un groupement de personnes ou d'une autre entité analogue établi dans l'autre Etat contractant ; et
(ii) traité, en vertu de la législation fiscale de cet autre Etat contractant, comme le revenu de ce « partnership », de ce groupement de personnes ou de cette autre entité analogue,

peut bénéficier des dispositions de la présente Convention au même titre que celui d'un résident de cet autre Etat contractant, que ce revenu soit considéré ou non, en vertu de la législation fiscale du premier Etat, comme le revenu de ce « partnership », de ce groupement de personnes ou de cette autre entité analogue, dès lors que ce « partnership », ce groupement de personnes ou cette autre entité analogue est résident de cet autre Etat contractant et satisfait à toute autre condition imposée par la Convention ;

c) un élément de revenu, bénéfice ou gain :

(i) provenant d'un Etat contractant par l'intermédiaire d'un « partnership », d'un groupement de personnes ou de toute autre entité analogue établi dans cet Etat contractant ;

(ii) traité, en vertu de la législation fiscale de l'autre Etat contractant, comme le revenu de bénéficiaires, membres ou participants de ce « partnership », de ce groupement de personnes ou de cette autre entité analogue ; et

(iii) traité, en vertu de la législation fiscale du premier Etat, comme le revenu de ce « partnership », de ce groupement de personnes ou de cette autre entité analogue, peut être imposé sans restriction en application de la législation fiscale du premier Etat ;

d) un élément de revenu, bénéfice ou gain :

(i) provenant d'un Etat contractant par l'intermédiaire d'un « partnership », d'un groupement de personnes ou d'une autre entité analogue établi dans cet Etat contractant ; et

(ii) traité, en vertu de la législation fiscale de l'autre Etat contractant, comme le revenu de ce « partnership », de ce groupement de personnes ou de cette autre entité analogue, ne peut pas bénéficier des dispositions de la présente Convention ;

e) un élément de revenu, bénéfice ou gain :

(i) provenant d'un Etat contractant par l'intermédiaire d'un « partnership », d'un groupement de personnes ou de toute autre entité analogue établi dans un Etat autre que les Etats contractants ; et

(ii) traité, en vertu des législations fiscales de l'autre Etat contractant et de l'Etat dans lequel l'entité est établie, comme le revenu de bénéficiaires, membres ou participants de ce « partnership », de ce groupement de personnes ou de cette autre entité analogue,

peut bénéficier des dispositions de la présente Convention au même titre que s'il était perçu directement par un bénéficiaire, membre ou participant de ce « partnership », de ce groupement de personnes ou de cette autre entité analogue résident de cet autre Etat contractant, dans la mesure où ces bénéficiaires, membres ou participants sont résidents de cet autre Etat contractant et satisfont à toute autre condition imposée par la Convention, que ce revenu soit considéré ou non, en vertu de la législation fiscale du premier Etat, comme le revenu de ces bénéficiaires, membres ou participants, à condition que l'Etat dans lequel le « partnership », le groupement de personnes ou l'autre entité analogue est établi ait conclu avec le premier Etat un accord contenant une disposition relative à l'échange de renseignements en vue de lutter contre l'évasion et la fraude fiscales ;

f) un élément de revenu, bénéfice ou gain :

(i) provenant d'un Etat contractant par l'intermédiaire d'un « partnership », d'un groupement de personnes ou de toute autre entité analogue établi dans un Etat autre que les Etats contractants ; et

(ii) traité, en vertu de la législation fiscale de l'autre Etat contractant, comme le revenu de ce « partnership », de ce groupement de personnes ou de cette autre entité analogue, ne peut pas bénéficier des dispositions de la présente Convention.

Article 5

Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :

a) un siège de direction ;

b) une succursale ;

c) un bureau ;
 d) une usine ;
 e) un atelier ; et
 f) une mine, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :

a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;

f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e) du présent paragraphe, à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 – agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6

Revenus immobiliers

1. Les revenus provenant de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles ; les navires, les aéronefs et les véhicules ferroviaires ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise.

5. Lorsque des actions, parts ou autres droits dans une société ou autre personne morale, un « partnership », un « trust » ou une institution comparable, donnent un droit de jouissance sur des biens immobiliers situés dans un Etat contractant et détenus par cette société ou autre personne morale, ce « partnership », « trust » ou institution comparable, les revenus tirés de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de ce droit de jouissance sont imposables dans cet Etat nonobstant les dispositions de l'article 7.

Article 7

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage ; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu ou des gains en capital, traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8

Transport international

1. Les bénéfices qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires, d'aéronefs ou de véhicules ferroviaires ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les bénéfices visés au paragraphe 1 qui reviennent à un résident d'un Etat contractant au titre de sa participation à un groupement (pool), une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation ne sont imposables que dans cet Etat.

3. Pour l'application des dispositions du présent article, les bénéfices tirés de l'exploitation, en trafic international, de navires, d'aéronefs ou de véhicules ferroviaires comprennent :

a) les bénéfices tirés de la location, sans personnel, de navires, d'aéronefs ou de véhicules ferroviaires ; et

b) les bénéfices tirés de l'utilisation, de l'entretien ou de la location de conteneurs,

lorsque cette location ou cette utilisation, cet entretien ou cette location, selon les cas, est accessoire à l'exploitation, en trafic international, de navires, d'aéronefs ou de véhicules ferroviaires.

Article 9

Tunnel sous la Manche

1. Dans le présent article :

a) le terme « *Traité* » désigne le *Traité* entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la République française concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche, signé à Cantorbéry le 12 février 1986 ;

b) l'expression « *liaison fixe* » a le sens qui lui est donné par le paragraphe 2 de l'article 1^{er} du *Traité* ;

c) le terme « *concession* » désigne la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche signée à Paris le 14 mars 1986 entre, d'une part, le « *Secretary of State for Transport* » du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le *Ministre de l'urbanisme, du logement et des transports* représentant l'Etat français et, d'autre part, the Channel Tunnel Group Limited et France-Manche SA ;

d) le terme « *concessionnaires* » désigne the Channel Tunnel Group Limited et France-Manche SA ou toute personne morale à laquelle l'une ou l'autre entreprise aurait cédé ses droits ou qui lui aurait succédé, conformément aux dispositions de la concession ;

e) l'expression « *sociétés mères* » désigne :

(i) la société résidente du Royaume-Uni détenant effectivement la totalité des actions du capital du concessionnaire qui est une entreprise du Royaume-Uni ; et

(ii) la société résidente de France détenant la totalité des actions du capital du concessionnaire qui est une entreprise de France à l'exception des actions obligatoirement détenues, en conformité avec le droit commercial français, par d'autres actionnaires ;

f) l'expression « *société associée* » désigne :

(i) l'une ou l'autre des sociétés mères ; ou

(ii) une société dans laquelle l'un des concessionnaires possède directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote ou des actions du capital ; ou

(iii) une société dans laquelle l'une des sociétés mères possède directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote ou des actions du capital ;

g) le terme « *actions du capital* » tel qu'utilisé à l'alinéa f) du présent paragraphe désigne :

(i) au Royaume-Uni, toutes les actions du capital émises par la société, autres que les actions du capital dont les détenteurs ont droit à un dividende fixe à l'exclusion de tout autre droit aux bénéfices de la société ;

(ii) en France, toutes les actions du capital émises par la société, dont les détenteurs n'ont aucun droit particulier en matière de distribution des dividendes ou de vote.

2. Les dispositions du présent article s'appliquent pour l'imposition par les Etats contractants des revenus provenant des biens immobiliers faisant partie de la liaison fixe et des bénéfices provenant de la construction et de l'exploitation de la liaison fixe, nonobstant les dispositions contraires de l'article 6, de l'article 7 ou de l'article 8 de la présente Convention, à condition que :

a) l'un des concessionnaires soit une entreprise d'un Etat contractant et l'autre concessionnaire soit une entreprise de l'autre Etat contractant ; et que

b) la concession prévoit que les recettes réalisées et les dépenses exposées sont réparties par parts égales entre les deux concessionnaires ; et que

c) les concessionnaires répartissent effectivement les dépenses et les recettes par parts égales pendant la construction et l'exploitation de la liaison fixe.

3. Pour l'application de leur législation fiscale, les Etats contractants calculent séparément les revenus ou bénéfices réalisés par chacun des concessionnaires (directement ou par l'intermédiaire d'une société en participation constituée entre eux) en vertu du principe selon lequel les dépenses et recettes qui sont partagées entre eux, conformément aux dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 2, ont été respectivement exposées et réalisées par chacun d'eux à parts égales.

4. Si et aussi longtemps que les détenteurs d'actions de l'un des concessionnaires ou de l'une des sociétés mères auront l'obligation de détenir simultanément un nombre équivalent d'actions de la même nature de l'autre concessionnaire ou si tel

est le cas de l'autre société mère, les revenus ou bénéfices de chaque concessionnaire, calculés conformément aux dispositions du paragraphe 3, ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont il est une entreprise.

5. Si la condition posée au paragraphe 4 n'est pas remplie, les revenus ou bénéfices de chaque concessionnaire, calculés conformément aux dispositions du paragraphe 3, sont attribués pour moitié à un établissement stable qu'un concessionnaire a dans l'Etat contractant dont il n'est pas une entreprise et y sont imposables en conséquence.

6. a) Nonobstant les dispositions de l'article 15 de la présente Convention, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, reçus par un employé de l'un des concessionnaires ou d'une société associée pour un emploi exercé exclusivement ou principalement à l'intérieur de la liaison fixe et dans les deux Etats contractants, sont imposables dans l'Etat contractant où est situé le siège de direction effective de ce concessionnaire ou de cette société associée ;

b) Aux fins des dispositions du paragraphe 2 de l'article 15 de la présente Convention, la rémunération ne peut être considérée comme étant supportée par un établissement stable qu'un concessionnaire a dans l'Etat contractant dont il n'est pas une entreprise au seul motif qu'il existe une société en participation entre les deux concessionnaires.

Article 10

Entreprises associées

1. Lorsque :

a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais qui n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

Article 11

Dividendes

1. a) Les dividendes provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

b) Sous réserve des dispositions de l'alinéa c) du présent paragraphe, les dividendes visés à l'alinéa a) du présent paragraphe sont aussi imposables dans le premier Etat, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui les reçoit en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 % du montant brut des dividendes.

c) Les dividendes visés à l'alinéa a) du présent paragraphe payés par une société qui est un résident du premier Etat ne sont pas imposables dans cet Etat si leur bénéficiaire effectif est une société assujettie à l'impôt sur les sociétés qui détient, directement ou indirectement, au moins 10 % du capital de la société payant les dividendes et qui est un résident de l'autre Etat contractant.

d) Nonobstant les dispositions de l'article 1^{er}, l'impôt prélevé en France sur les dividendes qui en proviennent et dont le bénéficiaire effectif est un fonds de pension (autre qu'une société)

constitué, établi et approuvé à des fins fiscales au Royaume-Uni, ne peut être établi à un taux excédant celui prévu à l'alinéa *b*) du présent paragraphe.

e) Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

2. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est un résident. Le terme « dividendes » ne comprend pas les revenus visés à l'article 16.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

4. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable situé dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

5. Les dispositions des alinéas *b*), *c*) et *d*) du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux dividendes versés à partir de revenus ou de gains tirés de biens immobiliers au sens de l'article 6 par un véhicule d'investissement :

a) qui distribue la plus grande partie de ces revenus annuellement ; et

b) dont les revenus ou les gains tirés de ces biens immobiliers sont exonérés d'impôts ;

lorsque le bénéficiaire effectif de ces dividendes détient, directement ou indirectement, 10 % ou plus du capital du véhicule qui paie les dividendes. Dans ce cas, les dividendes sont imposables au taux prévu par la législation nationale de l'Etat contractant d'où ils proviennent.

6. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas si le principal objectif ou l'un des principaux objectifs d'une personne concernée par la constitution ou l'affectation des actions ou autres droits générateurs des dividendes a été de tirer avantage du présent article grâce à cette constitution ou à cette affectation.

Article 12

Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et dont le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat.

2. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts. Le terme « intérêts » ne comprend pas les revenus considérés comme des dividendes selon les dispositions de l'article 11.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts une activité d'entreprise, par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

4. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts payés excède, pour une raison quelconque, celui dont seraient

convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

5. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas si le principal objectif ou l'un des principaux objectifs d'une personne concernée par la constitution ou l'affectation de la créance génératrice des intérêts a été de tirer avantage du présent article grâce à cette constitution ou à cette affectation.

Article 13

Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et dont le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat.

2. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique y compris les films cinématographiques et les logiciels, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

4. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances payées excède, pour un motif quelconque, celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

5. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas si le principal objectif ou l'un des principaux objectifs d'une personne concernée par la constitution ou l'affectation du droit ou du bien générateur des redevances a été de tirer avantage du présent article grâce à cette constitution ou à cette affectation.

Article 14

Gains en capital

1. Les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers définis à l'article 6 et situés dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation :

a) d'actions, autres que des actions faisant l'objet de négociations régulières sur un marché réglementé, parts ou droits tirant leur valeur ou la majeure partie de leur valeur, directement ou indirectement, de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans un Etat contractant, ou

b) de droits dans un « partnership » ou un « trust » dont l'actif est constitué principalement de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans un Etat contractant, ou d'actions, parts ou droits visés à l'alinéa *a*) du présent paragraphe ; sont imposables dans l'Etat où les biens immobiliers sont situés.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise), sont imposables dans cet autre Etat.

4. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de navires, d'aéronefs ou de véhicules ferroviaires exploités par ce résident en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou véhicules ferroviaires ne sont imposables que dans cet Etat.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux qui sont visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

6. Les dispositions du paragraphe 5 n'affectent pas le droit d'un Etat contractant de prélever, conformément à sa législation, un impôt sur les gains tirés de l'aliénation de tout bien par une personne qui est, et qui a été à un moment quelconque pendant les six années fiscales précédentes, un résident de cet Etat contractant ou par une personne qui est un résident de cet Etat contractant à un moment quelconque de l'année fiscale au cours de laquelle le bien est aliéné.

Article 15

Revenus d'emploi

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19 et 20, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois consécutifs ; et

b) les rémunérations sont payées par un employeur, ou pour le compte d'un employeur, qui n'est pas un résident de l'autre Etat ; et

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire, d'un aéronef ou d'un véhicule ferroviaire exploités en trafic international sont imposables dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire, de l'aéronef ou du véhicule ferroviaire est un résident.

4. Pour l'application des dispositions du présent article, l'expression « emploi salarié » inclut notamment les fonctions de gérance ou de direction, autres que les fonctions visées à l'article 16, exercées dans une société soumise à l'impôt français sur les sociétés.

Article 16

Jetons de présence

Les jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 7 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 13, 15 et 23, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste ou sportif ne sont imposables que dans le premier Etat lorsque ces activités dans l'autre Etat sont financées principalement par des fonds publics du premier Etat ou de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, lorsque les revenus d'activités qu'un résident d'un Etat contractant, artiste ou sportif, exerce personnellement et en cette qualité dans l'autre Etat contractant sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus ne sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7 et 15, que dans le premier Etat lorsque cette autre personne est financée principalement par des fonds publics de ce premier Etat ou de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public.

Article 18

Pensions

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 19

Fonctions publiques

1. Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payés par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales ou par une de leurs personnes morales de droit public, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat. Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

2. Les pensions et autres rémunérations similaires, payées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales ou, dans le cas de la France, par une personne morale de droit public, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat. Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

3. Les dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires et aux pensions, payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'entreprise exercée par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales ou par une de leurs personnes morales de droit public.

4. Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention :

a) les pensions visées au paragraphe 4 de l'article 81 du Code général des impôts français sont exonérées de l'impôt du Royaume-Uni, quelle que soit la nationalité du pensionné, à condition qu'elles soient exonérées de l'impôt français ;

b) les pensions visées à la section 641(1) (a) à (g) de la loi de 2003 intitulée « Income Tax (Earnings and Pensions) Act 2003 », les prestations versées en cas de maladie ou d'accident après la fin des services exercés dans les forces armées ou les forces de réserve, visées à la section 641(1) (h) de la loi de 2003 mentionnée ci-dessus et les pensions pour blessure ou invalidité payables dans le cadre de tout régime prévu par la loi de 1939 intitulée « Personal Injuries (Emergency Provisions) Act 1939 » sont exonérées de l'impôt français, quelle que soit la nationalité du pensionné, à condition qu'elles soient exonérées de l'impôt du Royaume-Uni. Toutefois, les dispositions du paragraphe 2 s'appliquent à la fraction de ces pensions qui n'est pas exonérée de l'impôt du Royaume-Uni.

Article 20

Enseignants et chercheurs

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, une personne physique qui séjourne dans un Etat contractant pendant une période n'excédant pas deux ans, afin d'exercer des activités d'enseignement ou de recherche dans une université, un collège, une école ou toute autre institution d'enseignement offi-

ciellement reconnue dans cet Etat contractant, et qui était immédiatement avant ce séjour un résident de l'autre Etat contractant, n'est imposable que dans cet autre Etat au titre des rémunérations qui proviennent de ces activités d'enseignement ou de recherche pendant une période n'excédant pas deux ans, décomptée à partir de la date à laquelle la personne physique est arrivée pour la première fois dans le premier Etat afin d'y exercer ces activités.

2. Lorsqu'en application des dispositions combinées de la présente Convention et de la législation en vigueur dans l'autre Etat, un enseignant ou un chercheur visé au paragraphe 1 est exonéré d'impôt dans cet autre Etat au titre de ses rémunérations, celles-ci sont imposables dans le premier Etat.

3. Les dispositions du présent article ne s'appliquent aux revenus provenant d'activités de recherche que si celles-ci sont entreprises par la personne physique dans l'intérêt public et non principalement au profit d'une ou plusieurs autres personnes déterminées.

Article 21

Etudiants

Un étudiant ou un stagiaire qui est ou était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant un résident de l'autre Etat contractant, et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, n'est pas imposable dans ce premier Etat sur les sommes qu'il reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation, à condition que ces sommes proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

Article 22

Activités en mer

1. Les dispositions du présent article s'appliquent nonobstant toute autre disposition de la présente Convention.

2. Une entreprise d'un Etat contractant qui exerce dans l'autre Etat contractant des activités en mer liées à l'exploration ou à l'exploitation du lit de la mer, du sous-sol marin et de leurs ressources naturelles dans des zones situées, en conformité avec le droit international, sous la juridiction de l'autre Etat contractant, est, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4, considérée, pour ce qui concerne ces activités, comme exerçant son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, sauf en ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 15.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque les activités qui y sont visées sont exercées, dans les zones mentionnées au même paragraphe, pendant une période n'excédant pas trente jours au total au cours de toute période de douze mois. Toutefois, pour l'application des dispositions du présent paragraphe :

a) lorsqu'une entreprise exerçant dans les zones mentionnées les activités visées au paragraphe 2 est associée à une autre entreprise y exerçant des activités de nature essentiellement analogue, la première entreprise est réputée exercer toutes les activités de cette nature de la seconde entreprise sauf dans la mesure où ces activités sont exercées en même temps que ses propres activités ;

b) une entreprise est considérée comme associée à une autre entreprise si l'une d'elles est contrôlée, directement ou indirectement, par l'autre ou si les deux sont contrôlées, directement ou indirectement, par une ou plusieurs tierces personnes.

4. Les bénéfices qu'un résident d'un Etat contractant tire du transport d'approvisionnements ou de personnels jusqu'à l'endroit où des activités liées à l'exploration ou à l'exploitation du lit de la mer, du sous-sol marin et de leurs ressources naturelles sont exercées dans des zones placées sous la juridiction d'un Etat contractant, ou qu'il tire de l'exploitation de remorqueurs et de navires similaires dans le cadre de telles activités, ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont il est un résident.

Article 23

Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant dont ce résident est le bénéficiaire effectif, d'où qu'ils pro-

viennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention et qui ne sont pas des revenus de « trusts » ou des successions en cours de liquidation, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire effectif de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

3. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif des revenus visés au présent article et provenant d'un Etat contractant, ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant de ces revenus excède, pour une raison quelconque, celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des revenus reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas si le principal objectif ou l'un des principaux objectifs d'une personne concernée par la constitution ou l'affectation des droits générateurs des revenus a été de tirer avantage du présent article grâce à cette constitution ou à cette affectation.

Article 24

Elimination des doubles impositions

1. Sous réserve des dispositions de la législation du Royaume-Uni concernant l'octroi d'un crédit déductible de l'impôt du Royaume-Uni au titre d'un impôt exigible dans un territoire situé hors du Royaume-Uni (qui ne peuvent affecter les principes généraux ici posés) :

a) l'impôt français exigible, en vertu de la législation française et conformément aux dispositions de la présente Convention, directement ou par voie de retenue, sur les revenus, bénéfices ou gains imposables de source française (à l'exception, en ce qui concerne les dividendes, de l'impôt exigible sur les bénéfices sur lesquels les dividendes ont été payés) est considéré comme un crédit déductible de tout impôt du Royaume-Uni calculé sur les mêmes bénéfices, revenus ou gains imposables que ceux sur lesquels l'impôt français est calculé ;

b) dans le cas des dividendes payés par une société résidente de France à une société résidente du Royaume-Uni et qui contrôle directement ou indirectement au moins 10 % des droits de vote dans la société qui paie les dividendes, le crédit tient compte (en supplément de tout impôt français constituant un crédit déductible en application des dispositions de l'alinéa a) de l'impôt français dû par la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

2. Aux fins d'application des dispositions du paragraphe 1 :

a) les bénéfices, revenus et gains en capital perçus par un résident du Royaume-Uni qui sont imposables en France, conformément aux autres articles de la présente Convention (à l'exception des gains en capital qui sont imposables conformément au paragraphe 6 de l'article 14 sont réputés avoir leur source en France ;

b) les gains en capital n'ayant leur source ni en France ni au Royaume-Uni qui sont imposables au Royaume-Uni conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'article 14 sont réputés avoir leur source en France ;

c) les impôts mentionnés aux points (i) à (iv) de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 2 et, en ce qui concerne les impôts visés aux points précités, au paragraphe 2 de l'article 2, sont considérés comme étant des impôts français.

3. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante :

a) nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, les revenus qui sont imposables ou ne sont imposables qu'au Royaume-Uni conformément aux dispositions de la présente Convention sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français lorsqu'ils ne sont pas exemptés de l'impôt sur les sociétés en application de la législation interne française. Dans

ce cas, l'impôt du Royaume-Uni n'est pas déductible de ces revenus, mais le résident de France a droit, sous réserve des conditions et limites prévues aux alinéas (i) et (ii) et au paragraphe 4, à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal :

(i) pour les revenus non mentionnés à l'alinéa (ii), au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus à condition que le résident de France soit soumis à l'impôt du Royaume-Uni à raison de ces revenus ;

(ii) pour les revenus soumis à l'impôt sur les sociétés visés à l'article 7 et au paragraphe 3 de l'article 14 et pour les revenus visés à l'article 11, aux paragraphes 1, 2 et 6 de l'article 14, au paragraphe 3 de l'article 15, à l'article 16, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 17 et au paragraphe 3 de l'article 23, au montant de l'impôt payé au Royaume-Uni conformément aux dispositions de ces articles ; toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus ;

b) pour l'application de l'alinéa a) du présent paragraphe, l'expression « montant de l'impôt français correspondant à ces revenus » désigne :

(i) lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux qui leur est effectivement appliqué ;

(ii) lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un barème progressif, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu net global.

c) pour l'application de l'alinéa a) du présent paragraphe, l'expression « montant de l'impôt payé au Royaume-Uni » désigne le montant de l'impôt du Royaume-Uni effectivement supporté à titre définitif à raison des revenus considérés, conformément aux dispositions de la présente Convention.

4. a) Lorsque des gains peuvent être imposés par un Etat contractant uniquement en application des dispositions du paragraphe 6 de l'article 14, c'est à cet Etat contractant, et non à l'autre Etat contractant, qu'il revient d'éliminer la double imposition conformément aux méthodes exposées dans le présent article, comme si les gains provenaient de sources situées dans l'autre Etat contractant.

b) Lorsque des gains peuvent être imposés par un Etat contractant en application des dispositions des paragraphes 1, 2 ou 3 de l'article 14, c'est à l'autre Etat contractant, et non au premier Etat contractant, qu'il revient d'éliminer la double imposition conformément aux méthodes exposées dans le présent article.

5. Au paragraphe 3, le terme « revenus » désigne suivant le contexte les revenus ou les gains en capital.

Article 25

Non-discrimination

1. Les personnes physiques possédant la nationalité d'un Etat contractant ne sont soumises dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les personnes physiques possédant la nationalité de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation notamment au regard de la résidence.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité.

3. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 10, des paragraphes 4 ou 5 de l'article 12, des paragraphes 4 ou 5 de l'article 13 ou des paragraphes 3 ou 4 de l'article 23 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.

4. Les entreprises d'un Etat contractant dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contrac-

tant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

5. Aucune disposition du présent article ne peut être considérée comme obligeant l'un des Etats contractants à accorder aux personnes physiques qui ne sont pas résidentes de cet Etat les déductions personnelles, les abattements ou les réductions qui sont accordés, pour l'application de l'impôt, aux personnes physiques résidentes.

6. Lorsqu'une personne physique exerce un emploi salarié dans un Etat contractant, les cotisations à un régime de retraite établi et fiscalement reconnu dans l'autre Etat contractant qui sont supportées par cette personne sont déductibles dans le premier Etat pour la détermination de son revenu imposable, et sont traitées dans cet Etat de la même façon, et sous réserve des mêmes conditions et restrictions, que les cotisations à un régime de retraite fiscalement reconnu dans cet Etat, si :

a) cette personne n'était pas un résident de cet Etat et cotisait au régime de retraite considéré, ou à un autre régime de retraite auquel il s'est substitué, immédiatement avant de commencer à exercer son emploi salarié dans cet Etat ; et

b) le régime de retraite est accepté par l'autorité compétente de cet Etat comme correspondant de façon générale à un régime de retraite fiscalement reconnu dans cet Etat.

7. Lorsque l'entreprise qui paie les rémunérations d'une personne physique au sens du paragraphe 6 verse des cotisations à un régime de retraite visé à ce même paragraphe, ces cotisations ne sont pas traitées comme un revenu imposable de cette personne physique et sont admises en déduction pour le calcul des bénéfices de l'entreprise.

8. Pour l'application du paragraphe 6 :

a) l'expression « régime de retraite » désigne un régime auquel la personne physique participe afin de bénéficier de prestations de retraite payables au titre de son emploi ; et

b) un régime de retraite est fiscalement reconnu dans un Etat si les cotisations à ce régime donnent droit à un allègement fiscal dans cet Etat.

Article 26

Procédure amiable

1. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour lui une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, il peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat dont il est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 25, à celle de l'Etat contractant dont il possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention ou dans les six ans qui suivent la fin de l'année fiscale ou de la période d'imposition au titre desquels cette imposition est établie ou proposée.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la présente Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la présente Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

5. Lorsque,

a) conformément aux dispositions du paragraphe 1, une personne a soumis son cas à l'autorité compétente d'un Etat contractant au motif que des mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants ont entraîné pour cette personne une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention ; et que

b) les autorités compétentes ne sont pas en mesure de conclure un accord afin de résoudre le cas conformément aux dispositions du paragraphe 2 dans un délai de deux ans à compter de la soumission du cas à l'autorité compétente de l'autre Etat contractant,

toutes les questions non résolues découlant de ce cas sont soumises à arbitrage à la demande de la personne. Ces questions non résolues ne sont cependant pas soumises à arbitrage lorsqu'une décision les concernant a déjà été rendue par une juridiction ou un tribunal administratif de l'un des Etats ou lorsque le cas a été soumis à l'une des autorités compétentes en application des dispositions de la Convention européenne du 23 juillet 1990 relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées. Sauf si une personne directement concernée par le cas n'accepte pas l'accord amiable mettant en œuvre la décision d'arbitrage, celle-ci s'impose aux deux Etats contractants et est appliquée quels que soient les délais prévus par le droit interne de ces Etats. Les autorités compétentes des Etats contractants définissent par voie d'accord amiable les modalités d'application du présent paragraphe.

Article 27

Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts de toute nature ou dénomination, perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales, dans la mesure où l'imposition qu'elles prévoient n'est pas contraire à la présente Convention, notamment afin de prévenir la fraude et de faciliter l'administration des dispositions légales permettant de lutter contre l'évasion fiscale. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;

b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;

c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément au présent article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3, sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

Article 28

Fonctionnaires diplomatiques et consulaires

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques et leur personnel domestique privé, les membres des postes consulaires ou les membres des missions permanentes auprès d'organisations internationales en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

2. La présente Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas soumis dans l'un des Etats contractants aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de leurs revenus et gains en capital, que les résidents de cet Etat.

Article 29

Dispositions particulières

1. Lorsqu'en application des dispositions de la présente Convention, un revenu bénéficie d'un avantage fiscal dans un Etat contractant, et qu'en application de la législation interne en vigueur dans l'autre Etat contractant une personne n'y est assujettie à l'impôt que sur le montant de ce revenu qui est transféré ou reçu dans cet autre Etat et non sur son montant total, l'avantage fiscal accordé dans le premier Etat conformément aux dispositions de la présente Convention ne s'applique qu'à la part du revenu qui est imposée dans l'autre Etat. La présente disposition n'est pas applicable aux revenus visés aux articles 7 et 11.

2. Lorsqu'en application des dispositions de l'article 14, des gains ne sont imposables que dans l'un des Etats contractants et qu'en application de la législation interne en vigueur dans cet Etat une personne y est soumise à l'impôt sur le montant de ces gains qui est transféré ou reçu dans cet Etat et non sur leur montant total, l'exonération qui doit être accordée, en application de cet article, par l'autre Etat contractant ne s'applique qu'à la part des gains imposée dans le premier Etat.

3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 2, pour l'imposition au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune d'une personne physique qui est un résident de France et qui possède la nationalité du Royaume-Uni sans posséder en même temps la nationalité française, les biens situés hors de France que cette personne possède au 1^{er} janvier de chacune des cinq années civiles suivant celle au cours de laquelle elle devient un résident de France n'entrent pas dans l'assiette de l'impôt afférent à chacune de ces cinq années. Si cette personne perd la qualité de résident de France pour une durée au moins égale à trois ans, puis redevient un résident de France, les biens situés hors de France que cette personne possède au 1^{er} janvier de chacune des cinq années civiles suivant celle au cours de laquelle elle redevient un résident de France n'entrent pas dans l'assiette de l'impôt afférent à chacune de ces cinq années.

Article 30

Modalités d'application

1. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent fixer les modalités d'application de la présente Convention.

2. Toute personne demandant les avantages prévus par la présente Convention dans un Etat contractant doit présenter à l'administration fiscale de cet Etat :

a) une déclaration, sous la forme requise par l'administration fiscale, donnant toutes indications sur les revenus ou les gains en capital, notamment leur montant ou leur valeur, pour lesquels les avantages sont demandés ;

b) une attestation de l'administration fiscale de l'autre Etat contractant confirmant que le requérant est ou était, au cours de la période sur laquelle porte la demande, un résident de cet autre Etat aux fins de la présente Convention ; et

c) toute autre pièce justificative que l'autorité compétente du premier Etat contractant peut exiger, conformément à sa législation interne, pour traiter la demande.

Article 31

Entrée en vigueur

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entrera en vigueur le jour de réception de la dernière de ces notifications.

2. Les dispositions de la présente Convention s'appliqueront :

a) au Royaume-Uni :

(i) en ce qui concerne l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les gains en capital, à toute année d'imposition commençant le 6 avril, ou après le 6 avril, de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;

(ii) en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, à tout exercice commençant le 1^{er} avril, ou après le 1^{er} avril, de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;

b) en France :

(i) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;

(ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, suivant les cas, à toute année civile ou tout exercice commençant après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;

(iii) en ce qui concerne l'impôt de solidarité sur la fortune visé au paragraphe 3 de l'article 29, aux impositions dont le fait générateur interviendra après l'année civile au cours de laquelle la présente Convention est entrée en vigueur.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les dispositions de l'article 9 s'appliquent :

a) en France, à toute année civile ou tout exercice commençant le 1^{er} janvier 1994 ou postérieurement ;

b) au Royaume-Uni, à toute période d'imposition commençant le 1^{er} avril 1994 ou postérieurement.

4. La Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signée à Londres le 22 mai 1968 et modifiée par les quatre avenants signés à Londres respectivement le 10 février 1971, le 14 mai 1973, le 12 juin 1986 et le 15 octobre 1987 (« la précédente Convention »), sera abrogée et cessera d'avoir effet à compter de la date à laquelle la présente Convention s'appliquera en ce qui concerne les impôts visés par la présente Convention conformément aux dispositions du paragraphe 2. En ce qui concerne les crédits d'impôt relatifs aux dividendes versés par des sociétés qui sont résidentes du Royaume-Uni, la précédente Convention cessera d'avoir effet à compter de la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur.

Article 32

Dénonciation

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par l'un des Etats contractants. Chacun des Etats contractants pourra la dénoncer par la voie diplomatique moyennant un préavis notifié au moins six mois avant la fin de toute année civile postérieure à celle de son entrée en vigueur. Dans ce cas, la Convention ne sera plus applicable :

a) au Royaume-Uni :

(i) en ce qui concerne l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les gains en capital, à toute année d'imposition commençant le 6 avril, ou après le 6 avril, de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

(ii) en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, à tout exercice commençant le 1^{er} avril, ou après le 1^{er} avril, de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

b) en France :

(i) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

(ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, suivant les cas, à toute année civile ou à tout exercice commençant après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

(iii) en ce qui concerne l'impôt de solidarité sur la fortune visé au paragraphe 3 de l'article 29, aux impositions dont le fait générateur interviendra après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé la présente Convention.

Fait à Londres, le 19 juin 2008, en double exemplaire, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française
CHRISTINE LAGARDE
*Ministre de l'Economie,
des finances et de l'emploi*

Pour le Gouvernement
du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
DAVID MILIBAND
*Ministre des Affaires étrangères
et du Commonwealth*

PROTOCOLE

Lors de la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont convenus que les dispositions suivantes font partie intégrante de la Convention.

1. En ce qui concerne l'article 2, il est entendu que la taxe sur les salaires visée à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 2 est régie par les dispositions de la Convention applicables aux bénéficiaires des entreprises.

2. En ce qui concerne l'article 3, il est entendu que l'expression « Royaume-Uni » définie au paragraphe 1 de l'article 3 ne comprend pas les Iles anglo-normandes, l'Ile de Man, Gibraltar, les zones du Royaume-Uni à Chypre dénommées « Sovereign Base Areas », ni aucun pays ou territoire d'outre-mer ayant des relations spéciales avec le Royaume-Uni.

3. En ce qui concerne l'article 5, il est entendu que lorsqu'un « partnership » qui n'est pas un résident d'un Etat contractant a un établissement stable dans un Etat contractant, cet établissement stable est considéré comme un établissement stable situé dans cet Etat de chacun de ses associés ou membres pouvant bénéficier des dispositions de la Convention. Les revenus ou les gains imputables à un établissement stable qu'un « partnership » qui n'est pas un résident d'un Etat contractant a dans un Etat contractant sont considérés comme imputables à un établissement stable que chacun de ses associés ou membres a dans cet Etat à raison de la part de ces revenus ou gains qui revient à chaque associé ou membre du « partnership » pouvant bénéficier des dispositions de la Convention.

4. En ce qui concerne l'article 6, il est entendu que l'expression « biens immobiliers » telle que définie dans l'article 6 comprend les options, promesses de vente et droits analogues relatifs aux biens immobiliers.

5. En ce qui concerne l'article 7, il est entendu que lorsqu'un résident d'un Etat contractant est associé ou membre d'un « partnership » établi selon la législation de l'autre Etat contractant, aucune disposition de la Convention n'empêche le premier Etat contractant d'imposer ce résident sur sa part des revenus, bénéfices ou gains provenant de ou par l'intermédiaire de ce « partnership » ; ces revenus, bénéfices ou gains sont toutefois considérés comme des revenus, bénéfices ou gains de sources situées dans cet autre Etat pour l'application de l'article 24.

6. En ce qui concerne l'article 11, il est entendu que lorsqu'un Etat contractant applique à l'établissement stable d'une entité établie dans l'autre Etat contractant les exonérations prévues par son droit interne pour les véhicules d'investissement visés au paragraphe 5 de l'article 11, aucune disposition de la présente Convention ne limite le droit du premier Etat contractant d'imposer, conformément à sa législation interne, les

revenus immobiliers réputés distribués par cet établissement stable.

7. En ce qui concerne les articles 11, 12, 13, il est entendu que les dirigeants de sociétés ou fonds d'investissement établis dans un Etat contractant peuvent soumettre une demande relative aux avantages prévus par les dispositions de ces articles. Dans le cas de sociétés ou fonds d'investissement n'entrant pas dans le champ d'application de l'article 1^{er}, les dirigeants peuvent soumettre des demandes et les autorités compétentes

conviendront des modalités d'application de la présente Convention à ces demandes.

8. En ce qui concerne les articles 12, 13 et 23, il est entendu que lorsque, selon les dispositions du paragraphe 5 de l'article 12, du paragraphe 5 de l'article 13 ou du paragraphe 4 de l'article 23, les dispositions de l'article considéré ne sont pas applicables à un élément de revenu, celui-ci est imposable dans les deux Etats contractants conformément à leur législation interne.